

Il y a six semaines, Monsieur le Président, l'UNESCO honorait une ONG de chez-nous, l'Organisation canadienne pour le développement par l'éducation qui expédie dans les coins les plus reculés du monde, des crayons, du papier et des livres. Je suis heureuse de souligner que cette ONG a été appuyée depuis de nombreuses années par l'ACDI. Je suis heureuse qu'il y ait l'UNESCO pour reconnaître et encourager des organismes comme celui-là dans leur travail.

Je ne vous cache pas d'ailleurs, Monsieur le Président, que je suis revenue de Sofia déterminée à accentuer la collaboration entre l'Agence canadienne de développement international et l'UNESCO, notamment au niveau de petits projets qui ne coûtent presque rien et qui peuvent avoir une très grande valeur de développement par la promotion de l'éducation, de la science et de la culture.

J'ai souligné les avantages que les pays en développement tirent de leur association à l'UNESCO; ceci ne signifie pas que je sous-estime par ailleurs les bienfaits que les nations industrialisées tirent également de leur participation à ce ban d'essai unique pour les nouvelles idées. L'UNESCO est importante non seulement parce qu'elle permet des échanges plus libres d'information et d'idées entre les peuples, mais parce qu'elle contribue directement au développement des connaissances dans un monde où nous dépendons chaque jour davantage les uns des autres sur les plans économique, culturel, social et politique. L'UNESCO a une influence stabilisatrice sur le monde par l'ensemble des échanges qu'elle rend possible. A titre d'exemple, à travers ses publications, elle est le plus important éditeur du monde; ses publications reflètent les valeurs, les buts et les traditions de toutes les sociétés. Une telle activité est sûrement irremplaçable.

Monsieur le Président, comme nous le savons tous, l'UNESCO a connu lors des dernières années, des problèmes sérieux.

Le Canada a longtemps maintenu que l'année 1985 serait décisive pour l'UNESCO, et que la 23ième Conférence